

Une rentrée à risques pour le ministre de l'Education

Paris, 26 août 2019 (AFP) -

Réforme du bac et des retraites: après une fin d'année particulièrement tendue, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer reçoit cette semaine les organisations syndicales pour déminer une rentrée à risques.

L'année scolaire s'était achevée en juillet sur une note amère, avec un bac entaché par une série de couacs et par une grève de correcteurs opposés aux réformes du ministre.

Auparavant, Jean-Michel Blanquer, considéré par nombre d'observateurs comme le bon élève du gouvernement, avait traversé son premier trou d'air au printemps avec sa loi sur l'école, contestée par de nombreux enseignants et parents d'élèves.

Accusé par les syndicats de rester sourd à leurs revendications, le ministre n'a eu de cesse de répéter en juillet que sa porte était toujours ouverte. Après une série de "réunions bilatérales" organisées avant les vacances, il reçoit de nouveau les organisations syndicales cette semaine avant la rentrée le 2 septembre.

Une volonté de "restaurer le lien entre le terrain et la rue de Grenelle"? C'est l'espoir de Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat du primaire: "C'est la première fois sous ce ministère que les syndicats sont reçus avant la rentrée scolaire, il y a certainement eu des consignes pour qu'on ne commence pas l'année dos à dos".

Selon elle, la loi du ministre "pour une école de la confiance" a été une "alerte" pour les enseignants: "ils se sont rendus compte qu'elle n'apportait rien mais dégradait leurs conditions de travail". Purgée au Parlement de ses articles les plus polémiques, "elle ne va au final pas changer grand chose au quotidien des écoles, c'est bien là que le bât blesse", ajoute-t-elle.

Le ministre est désormais attendu sur la réforme du bac, qui verra le jour en 2021, mais qui se prépare en amont, et se traduit cette année par une réforme du lycée pour les classes de Premières: finies les séries (L, ES, et S), remplacées par des enseignements de spécialité.

Cette réforme a cristallisé les tensions au moment du bac. Plusieurs organisations syndicales ont d'ores et déjà annoncé en juillet le dépôt de préavis de grève sur l'ensemble du mois de septembre pour d'éventuelles actions liées à des dysfonctionnements.

- "Grande fatigue" -

"Cette réforme du lycée est un changement de paradigme, un nouveau puzzle à construire, dont certains éléments pourraient se gripper lors de cette rentrée", prévient Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa.

Problèmes d'emplois du temps, d'effectifs, de personnels... les risques de "bugs" sont, selon lui, potentiellement nombreux.

Déjà reçu au ministère vendredi, le Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, s'attend à une "rentrée compliquée, déjà tendue", dit Claire Guéville, secrétaire nationale.

"A partir du moment où on ne met pas sur la table les sujets qui fâchent, comme le renoncement à un examen national, prévu par la réforme du bac, on perçoit mal quels peuvent être les éléments concrets du dialogue social", juge-t-elle.

Lors des premières consultations la semaine dernière, le ministre a annoncé la mise en place de "comités de suivi" de la réforme, pour permettre des remontées régulières du terrain et analyser les difficultés qui se posent.

Une bonne initiative, estime Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT, même s'il "faudra voir concrètement ce qu'on améliorera".

Également au menu des discussions avec les organisations syndicales: les conditions de travail des enseignants. "Il y a eu une grande fatigue accumulée l'an dernier, avec des périodes de tension et la préparation de la réforme du lycée", souligne Mme Nave-Bekhti.

Une autre grande réforme inquiète particulièrement la profession, celle des retraites. Le haut-commissaire à la réforme, Jean-Paul Delevoye, a lui-même reconnu qu'elle pénaliserait les catégories qui touchent peu de primes, "comme les enseignants".

"Notre profession n'attend rien de bon de cette réforme", résume Stéphane Crochet. Les personnels de l'éducation



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 26 août 2019 - Edition Fil Gen

sont davantage pressés de voir enfin s'ouvrir par le gouvernement le chantier promis sur leurs rémunérations.
ito/blb/ast

Afp le 26 août 19 à 07 26.